

# Document

## Interview commenté de J. Attali, dirigeant du PS et banquier.(22.03)

### **Le Monde – 20.03**

Economiste, écrivain et président de PlaNet Finance, Jacques Attali préside, à la demande de Nicolas Sarkozy la commission pour la libération de la croissance française qui rendra de nouvelles orientations sur la sortie de crise à la mi mai. Il éclaire la situation du pays et celle de Nicolas Sarkozy à la lumière de ce qu'il a vécu auprès de François Mitterrand dont il était conseiller, lors du tournant de la rigueur en 1983.

### **A mi-mandat, Nicolas Sarkozy a-t-il encore des marges de manœuvre pour réformer ?**

Bien sûr ! Il doit continuer à réformer ! Ne plus réformer, ce serait aller au fil de l'eau alors que la situation reste très difficile pour l'économie mondiale. Certes, un président de la République ne peut pas réformer seul. Il doit compter avec le Parlement, l'opinion publique, les acteurs sociaux. Mais il peut encore beaucoup, Et pour cela, il doit accepter d'être provisoirement impopulaire, expliquer les nécessités à long terme de la réforme, comme c'est le cas pour les retraites, la dépendance, et bien d'autres sujets. En 2020, la France peut avoir, comme le reste du monde, une croissance d'un genre nouveau, beaucoup plus durable, de 3 à 4 %, un commerce extérieur excédentaire et un taux de chômage retombé à 4 %.

**Lutte de classe.** Qu'Attali soutienne Sarkozy n'est pas une révélation, mais une confirmation. Sarkozy "doit accepter d'être provisoirement impopulaire", dans la perspective de l'être moins à long terme, Attali qui est un dirigeant du PS, table sur la réélection de Sarkozy en 2012, son candidat ! A court d'idées, le banquier Attali préfère se projeter en 2020 que d'affronter la réalité des années à venir qui s'annonce plutôt sombre pour le capitalisme mondial.

### **Comment interprétez-vous le mot de "pause" que le chef de l'Etat a employé dans un entretien au Figaro Magazine juste avant le premier tour des élections régionales ?**

Si la pause signifie qu'il faut veiller à ce que les réformes voulues deviennent réalité, le mot est bienvenu. Il ne suffit pas d'accumuler les textes pour réformer. Il faut veiller à ce que les textes soient appliqués, dans les détails. Trop souvent, en France comme ailleurs, moins l'administration a de pouvoir, plus elle fait de circulaires.

**Lutte de classe.** Attali plus royaliste que le roi, plus réactionnaire que Sarkozy, pas étonnant.

### **Que voulez- vous dire ?**

De plus en plus, les politiques croient qu'ils réforment, parce qu'ils parlent de réformes. Et ils en parlent d'autant plus qu'ils n'ont pas les moyens de réformer réellement. Jusqu'au début des années quatre-vingts, le président de la République avait des pouvoirs qu'il n'a plus aujourd'hui : celui de nommer les présidents des plus grandes entreprises et d'orienter leurs stratégies, perdu à cause des privatisations; le pouvoir de mener une politique d'aménagement du territoire, perdu avec la décentralisation ; la politique monétaire, perdue avec l'euro ; la politique militaire et l'arme nucléaire perdues d'une certaine façon avec la disparition de l'Union soviétique ; les pouvoirs sur la conduite générale de l'économie du pays, perdus avec la globalisation et la construction européenne.

**Lutte de classe.** Certes, mais ce qu'il oublie de préciser, c'est que le président de la République a les pouvoirs qu'il veut se donner, et en principe rien ne lui interdit de revenir sur des mesures prise précédemment et qui l'ont privé de certains pouvoirs, il en rajoute une couche de trop qui discrédite son discours, par exemple lorsqu'il prétend que la disparition de l'URSS aurait signifié la fin du pouvoir militaire de la France.

**La "pause" renvoie à un événement historique précis : mars 1983, le tournant de la rigueur. N'est-ce pas cet épisode que le pays est en train de revivre ?**

D'abord une précision. Mars 1983 n'a pas été un "tournant" car la gauche n'a pas, à ce moment, changé de politique. Cela aurait été un tournant si elle était devenue brusquement libérale, en renonçant à toutes les nationalisations et à toutes les réformes sociales, ou si elle avait choisi de faire vivre le pays en autarcie en quittant le système monétaire européen (SME). Le gouvernement d'alors a décidé une pause qui a permis d'assimiler les réformes faites sans les remettre en cause. Et les Français ont fini par le comprendre puisqu'ils ont réélu François Mitterrand en 1988.

**Lutte de classe.** On remerciera au passage Attali de rétablir une vérité occultée ou manipulée par ceux qui ont liquidé le PCI (parti communiste internationaliste), effectivement en mars 1983, en annonçant que finalement le PS adoptait ce qu'ils ont appelé l'économie de marché ce qui signifiait qu'il renonçait au socialisme, le PS n'a pas renié ses intentions et son programme, il n'a fait que mettre en équation ses paroles et ses actes conformément à sa véritable nature de classe, bourgeoise.

Les discours anticapitalistes du candidat Mitterrand ont fait long feu une fois tournée la page des élections, pour ensuite appliquer le programme de son rival, Giscard et se fondre dans les institutions de la Ve République qu'il décrivait auparavant comme un "coup d'Etat permanent". Les trotskistes à cette époque ont défini leur stratégie politique par rapport aux discours de Mitterrand, aux jeux des appareils, au lieu de s'en tenir à la nature sociale de son parti et finalement sombrer dans un opportunisme misérable en appelant à la "défense de la démocratie".

On aura noté que "les nationalisations et à toutes les réformes sociales" réalisées par Mitterrand et la majorité des députés PS-PCF alliés à des partis bourgeois, n'avaient rien d'anticapitalistes ou n'étaient pas incompatibles avec la survie du capitalisme pour lequel ils gouvernaient, le PS (et le PCF) n'ayant évidemment jamais eu l'intention de rompre avec le capitalisme.

Ajoutons qu'Attali se livre à un tour de passe-passe où il fait passer à la trappe les privatisations qui ont suivi quelques années plus tard ces nationalisations, et qu'en fait de "pause", elle a duré le restant du mandat de Mitterrand !

**Mais à l'époque le mandat présidentiel était de sept ans. Cela laissait largement le temps à un président impopulaire de reconquérir l'opinion.**

Oui, le président avait le temps pour lui. C'est pourquoi j'ai toujours été hostile au mandat à cinq ans. C'est une erreur historique. On peut poursuivre très loin le parallèle avec mars 1983. Période fascinante : voir le Président arriver un lundi matin avec la décision de changer radicalement de politique puis réfléchir quinze jours et accepter de changer d'avis grâce à Pierre Mauroy et à deux ou trois autres personnes, dont Jacques Delors. L'argument qui l'a convaincu, c'est l'Europe. On lui a dit : "si vous sortez du SME votre idéal de faire l'Europe est mort." Il a accepté la pause et s'est dit : "On ne peut pas être léniniste. On ne peut pas développer le socialisme dans un seul pays ! Alors créons les conditions pour qu'il existe un jour un gouvernement économique en Europe qui peut être un jour, sera socialiste".

**Lutte de classe.** Rétablissons les faits, la vérité est révolutionnaire et l'on comprend pourquoi Attali n'en est pas un.

Attali est atteint de sénilité précoce ou se trompe volontairement de personne, ce n'est pas Lénine qui est à l'origine de la théorie de la révolution permanente avec Trotsky dès 1905, mais Staline qui a adopté la théorie révisionniste de la construction du socialisme dans un seul pays.

**Il s'est rallié à la rigueur au nom de l'Europe. Exactement comme Nicolas Sarkozy qui se trouve aujourd'hui pressé par la Commission européenne et par l'Allemagne de réduire les déficits.**

Je n'aime pas le mot "rigueur" ; il est trop connoté. La rigueur de quoi ? Pour qui ? L'équilibre des finances publiques ce n'est pas l'Europe qui l'impose, c'est le principe de réalité. Et pas spécialement en France ! Chacun le sait dans la gestion de son budget personnel. Il faut être rigoureux. Et aujourd'hui, s'il n'y avait pas l'euro, nous serions tous en Europe dans une crise de changes pire que celle de mars 1983. De plus, la

France connaît aujourd'hui, comme tous les autres grands pays, une dette publique qui n'existait pas alors et son taux de croissance potentiel est inférieur à 1% par an par habitant. A ce rythme, il faudrait attendre 2015 pour espérer retrouver le niveau de vie de 2007. A côté, le reste du monde croît en moyenne au rythme de 4% par an. Et la dette continue d'augmenter. Elle peut atteindre en Europe 100 % du PIB. Ce n'est pas raisonnable. Quand on atteint un taux d'endettement de 90% on risque d'affaiblir le potentiel de croissance.

**Lutte de classe.** Même 27 ans plus tard, il y a des vérités qui ne sont pas bonnes à rappeler, oui en 1983 Mitterrand et les députés du PS et PCF ont adopté un plan de rigueur contre la classe ouvrière qui avait abouti au blocage des salaires et si demain les mêmes partis arrivaient au pouvoir ils feraient la même politique que Sarkozy, exactement comme Mitterrand continua la politique de Giscard.

En bon capitaliste qu'il est, Attali entend faire porter le poids de la dette de l'Etat sur le prolétariat, pour lui il n'existe pas d'autres alternatives.

**En 1983, il y avait eu des négociations difficiles entre les Français et les Allemands sur la dévaluation. Aujourd'hui le couple franco-allemand est de nouveau dans un bras de fer. N'est-ce pas inquiétant ?**

Historiquement, la réunification a créé le danger de voir l'Allemagne ne plus considérer la construction européenne comme l'axe unique de sa politique. Si on peut comprendre les raisons pour lesquelles ce pays, ayant une très faible natalité, choisit d'épargner plus que nous pour financer ses retraites, une concurrence excessive à l'intérieur de l'Europe n'est pas acceptable. De ce point de vue, l'Allemagne est la Chine de l'Europe. Et si tout le monde se conduisait de la même façon, nous entrerions en dépression. Plutôt que de gagner des marchés à l'intérieur, gagnons-en ensemble à l'extérieur. Faisons d'autres Airbus dans d'autres domaines. La France et l'Allemagne doivent s'entendre. Aucun des deux pays n'a d'avenir sans l'autre. Notre union doit être plus forte chaque jour. Et nous devons donc mettre en place de nouveaux instruments de politiques communes. En matière industrielle, scientifique, culturelle.

**Lutte de classe.** Ce qui ressort ici c'est l'impuissance du capitaliste français à affronter la concurrence mondiale qui est de plus en plus féroce et qui concerne tous les secteurs d'activité ou presque, et cette orientation va se renforcer dans l'avenir.

**L'euro est- il menacé ?**

Si nous ne parvenons pas à faire en sorte que la monnaie unique soit complétée par un budget commun, géré par un gouvernement unique, sous contrôle d'un Parlement, je crains le pire. A vingt ans, ou même moins, la disparition de l'euro est une menace, alors qu'il est notre meilleur atout dans l'avenir. D'autant plus que les Etats- Unis et la Chine y ont intérêt : les uns pour conserver leur monopole comme monnaie de réserve, qui leur permet de s'endetter, et les autres pour pouvoir partager le pouvoir mondial avec les seuls Américains. L'idée d'un Fonds Monétaire Européen est une autre façon de parler de la nécessité d'un progrès dans la coordination des politiques budgétaires en Europe.

**Lutte de classe.** L'euro va favoriser les pays qui produisent les richesses, qui possèdent encore une structure industrielle forte et diversifiée, des entreprises capables de s'imposer sur le marché mondial, quant aux autres, elles végèteront avant de péricliter et d'être rachetées par leurs concurrents plus puissants et réalisant davantage de profits.

Pour Attali, il est parfaitement normal que l'impérialisme américain conserve son hégémonie sur le marché mondial et pour y parvenir s'endette à bon compte en faisant payer sa dette aux travailleurs européens, tandis que le développement de la Chine doit être favorisé, à la fois parce qu'il permet de dégager des profits importants et parce qu'il continuera de servir de moyen de pression sur tous les gouvernements pour les pousser à réduire le coût du travail dans leur propre pays s'ils veulent conserver ce qu'il reste de leur industrie. Si le développement de la Chine permet d'accroître encore la concurrence entre ouvriers à l'échelle mondiale, c'est une bonne chose pour le banquier Attali.

**La crise grecque qui ébranle la zone euro peut-elle faire tâche d'huile ?**

Bien sûr. Mais les fonds spéculatifs ne l'ont pas, à eux seuls, provoquée. Ils en ont profité. Demain, l'Espagne, le Portugal, la Grande-Bretagne peuvent être à leur tour touchés. Sans pour autant dramatiser : la Grande-Bretagne a connu deux fois dans son histoire des taux d'endettement de 250 %, en 1815 et 1945, sans pour autant cesser d'être une grande puissance.

**Lutte de classe.** Là encore l'économiste Attali est en pleine confusion, nous ne sommes plus en 1945, d'autres puissances ont émergé depuis qui se dispute le gâteau du marché mondial.

### **Et nous ?**

La France est un grand pays, puissant et riche. Elle a un potentiel d'avenir considérable, si elle sait consacrer ses emprunts à financer des dépenses d'avenir. Il lui faut donner au reste du monde le sentiment qu'elle est capable de vouloir travailler, innover, créer et ne pas vivre au dessus de ses moyens futurs. La réduction de l'endettement est donc absolument fondamentale.

**Lutte de classe.** On sait ce que cela signifie : haro sur tous les acquis sociaux, haro sur les services publics, il faut saigner à blanc le prolétariat avant qu'il ne soit organisé et qu'il ait les moyens de se dresser contre le régime. La France un pays riche... de ses dix millions de pauvres, une contradiction qu'il relève ensuite pour mieux s'asseoir dessus, il n'est pas banquier pour rien Attali !

### **Les Français sont-ils prêts à de nouveaux efforts ?**

Mais ils en font tous les jours, des efforts ! Et la rigueur, pour bien des gens, est déjà là. Le médiateur évalue à plus de dix millions le nombre de Français pour qui les fins de mois se jouent à 50 euros près. C'est considérable.

**Lutte de classe.** Admirez le cynisme !

### **En 1983 la gauche avait imposé, au nom de la solidarité, un impôt exceptionnel sur les hauts revenus. Faudra-t-il en arriver là ?**

Je ne le crois pas. La France est un pays très riche qui a un fort potentiel de croissance. Mais elle n'aime pas l'économie de marché, elle n'a pas confiance dans ses ressorts industriels alors qu'elle est leader dans quinze secteurs, elle se flagelle beaucoup. J'y vois l'effet d'une cohabitation qui a longtemps été un mode de gouvernement paralysant et l'héritage de la présidence précédente peu portée au mouvement. Il faut sortir du pessimisme, ne pas présenter les choses de façon punitive. Il existe un chemin pour sortir de la crise : une stratégie fondée sur l'innovation, un accompagnement du changement d'emploi pour renforcer la mobilité et l'adaptabilité, la justice fiscale, un budget juste et efficace. A cet égard il faut réfléchir à la pertinence du bouclier fiscal et des niches fiscales.

**Lutte de classe.** En gros son fantasme serait que la France se comporte comme les Etats-Unis sans l'avouer franchement, Attali a l'esprit d'un vassal : la France devrait être livrée entièrement aux lois de l'économie de marché quitte à faire payer ses dettes par d'autres pays, mais comme les dirigeants de tous les pays caressent le même rêve, c'est bien vers des tensions politiques internationales que l'on va, doubler d'une banqueroute du capitalisme qui ne se contentera pas de frapper un ou deux pays isolés.

Quant à sa stratégie de sortie de crise, on a bien compris qu'elle était une nouvelle fois entièrement tournée contre la classe ouvrière qui devrait accepter de nouveaux sacrifices.

### **L'amélioration de la compétitivité française suppose-t-elle de changer le financement de la protection sociale ?**

Reconnaissons d'abord que nous ne sommes plus au temps de Keynes mais de Schumpeter, qui fait de l'innovation le moteur principal de l'amélioration du niveau et de la qualité de vie. Quant à la protection sociale, il faut la financer par l'impôt et non plus par des cotisations, pour alléger le coût du travail. De plus, il existe d'autres réserves fiscales. Par exemple, il y a quelques années, on a concédé les sociétés d'autoroutes ; en 2030, elles reviendront dans le giron de l'Etat. Je suggère qu'on inscrive dès maintenant que leurs recettes seront affectées au financement des retraites.

**Lutte de classe.** On retrouve ici tous les ingrédients de la politique réactionnaire suivie au cours des dernières décennies qui consiste à alléger sans cesse le coût du travail et accroître l'exploitation des travailleurs, afin que les capitalistes puissent engranger toujours davantage de profits. Il propose aussi de privatiser les retraites.

**La gauche est-elle capable de vous entendre ?**

Je ne souhaite pas ici faire de politique. Une évidence nationale s'impose autour des principes de compétitivité, de réduction des déficits et d'amélioration de la situation des plus fragiles. Cela suppose, quelle que soit la majorité politique, un choc de vérité et un choc de légitimité.

**Lutte de classe.** La quadrature du cercle en quelque sorte : impossible de trouver dans le pays une majorité qui approuve la politique qu'il préconise, elle vient justement d'être massivement rejetée, impossible de légitimer plus longtemps le capitalisme devenu synonyme de décomposition ou régression sociale sans fin. Les seules préoccupations du banquier sont résumées ici, qu'elles servent de programme au PS, on n'en doute pas un seul instant.

**Dans les premiers travaux de la Commission, votre proposition de mettre fin au monopole des taxis avait fait date. Or, il en manque toujours à Paris. N'est-ce pas le signe d'un échec ?**

Ce n'est qu'une des très nombreuses propositions que nous avons faites, dont les deux tiers sont en cours de mise en œuvre ! Mais il y a une complexité de la société française, qui est une société de rente et pas d'entreprise.

**Lutte de classe.** Dans la bouche d'un banquier qui est le type même du rentier par excellence, il fallait oser le dire, décidément ces gens-là ne doutent de rien.